

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/W/434
1^{er} octobre 2003

(03-5170)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE PRÉVU À LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Questions et observations du Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 septembre 2003.

1. Le Japon se félicite que, dans la deuxième année suivant l'accession de la Chine, la mise en œuvre par celle-ci des engagements qu'elle a pris en matière d'accès aux marchés ait progressé et entre à présent dans un régime de croisière. Il est conscient des efforts déployés par la Chine pour mettre en place et améliorer le cadre réglementaire nécessaire et pour honorer de façon progressive et sans heurts ses engagements. Dans une période transitoire où les réglementations évoluent, la transparence, la prévisibilité, la stabilité et la cohérence des réglementations sont d'une importance capitale; la valeur des engagements en matière d'accès aux marchés et les efforts déployés pour les honorer pourraient facilement être amoindris si ces éléments n'avaient pas suffisamment place dans les réglementations elles-mêmes ou dans leur application. Le mécanisme d'examen transitoire pourrait être utile pour rendre ces efforts transitoires plus efficaces et plus productifs et le Japon est heureux de contribuer à ce processus.

2. À ce sujet, la Chine est de nouveau invitée à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application régulière et effective des procédures de consultation publique et la publication suffisamment à l'avance des lois et règlements, ainsi que pour éviter les modifications brutales des réglementations, bien délimiter les responsabilités des départements, améliorer la coordination et la cohérence entre les départements et entre l'administration centrale et les provinces, etc.

3. Conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine où il est indiqué qu'"[a]vant [l']examen, la Chine fournira des renseignements pertinents [...] à chaque organe subsidiaire" et dans l'esprit de coopérer afin de rendre le processus du mécanisme d'examen transitoire le plus efficace et le plus effectif, le Japon demande à la Chine de communiquer, avant la réunion du Comité des pratiques antidumping, des réponses et des renseignements pertinents en relation avec les questions et observations ci-après.

Question n° 1

Les autorités chinoises chargées de l'enquête ont utilisé les "données de fait disponibles" pour déterminer les mesures antidumping visant "toutes les autres" sociétés japonaises sans avoir adressé à ces sociétés un avis d'ouverture d'enquête ou un questionnaire, et ce dans les enquêtes antidumping suivantes: papier couché, anhydride phtalique, caoutchouc de styrène-butadiène, chlorure de polyvinyle, diisocyanate de toluène et phénol. Il apparaît que ces déterminations sont incompatibles

avec l'article 6.8 parce que les autorités n'ont pas ménagé à ces sociétés de possibilités de fournir des renseignements dans un délai raisonnable. Si les autorités chinoises considèrent que ces déterminations étaient compatibles avec l'Accord antidumping, veuillez expliquer pour quelles raisons.

Question n° 2

Dans les enquêtes antidumping portant sur le papier couché, l'anhydride phtalique, le caoutchouc de styrène-butadiène, le chlorure de polyvinyle, le TDI et le phénol, les avis de déterminations montraient que les déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité posaient problème en ce qu'elles ne satisfaisaient pas aux prescriptions de l'article 3.1 relatives aux "éléments de preuve positifs" et à "l'examen objectif". Si les autorités chinoises considèrent que ces déterminations préliminaires étaient compatibles avec l'Accord antidumping, veuillez expliquer pour quelles raisons.

a) Exactitude des renseignements sur la base desquels sont établies les déterminations

Les déterminations préliminaires étaient contestables quant à l'exactitude des renseignements sur la base desquels elles ont été établies parce qu'elles ne divulguaient pas de chiffres réels ni la source des renseignements. Les renseignements divulgués contenaient par ailleurs des erreurs manifestes de calcul.

b) L'évaluation des facteurs de dommage n'était pas impartiale ni objective

Les autorités ont déterminé que la branche de production nationale subissait un dommage, bien que les facteurs économiques pertinents n'aient pas fait apparaître que la branche de production nationale se trouvait dans une telle situation.

De plus, les autorités ont procédé à une évaluation cumulative des effets des importations en provenance de plus d'un pays sans avoir démontré par des éléments de preuve positifs que le volume des importations en provenance de chaque pays n'était pas négligeable, et sans avoir apporté d'éléments de preuve positifs concernant "les conditions de concurrence entre les produits importés" ou "les conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire".

c) Évaluation de tous les facteurs économiques conformément à l'article 3.4

Les autorités n'ont pas évalué certains facteurs et indices économiques énoncés à l'article 3.4, tels que la part de marché détenue par les importations faisant l'objet d'un dumping et par les produits nationaux similaires.

d) Lien de causalité en ce qui concerne les prix

Les autorités n'ont pas démontré par des éléments de preuve positifs que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un dommage important à la branche de production nationale parce que le prix des importations faisant l'objet d'un dumping avait eu pour effet soit de déprimer le prix du produit national similaire dans une mesure notable, soit d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ce prix.

e) Lien de causalité entre le dumping et le dommage causé à la branche de production nationale

Les autorités n'ont pas démontré par des éléments de preuve positifs quelle était la cause directe du dommage subi par la branche de production nationale. Elles n'ont pas non plus dissocié ni

distingué les effets d'autres facteurs connus causant un dommage à la branche de production nationale et les effets du dumping des importations faisant l'objet d'un dumping.

Question n° 3

Les autorités n'ont pas divulgué suffisamment les renseignements sur lesquels elles se sont fondées pour déterminer l'existence d'un dommage dans les déterminations préliminaires concernant le papier couché, l'anhydride phtalique, le caoutchouc de styrène-butadiène, le chlorure de polyvinyle, le TDI et le phénol. Elles n'ont pas non plus divulgué suffisamment les renseignements et les méthodes de calcul utilisés pour déterminer les marges de dumping rendues publiques dans ces enquêtes. Par conséquent, les parties intéressées n'ont pas été en mesure de procéder à une analyse effective des renseignements. Elles se sont donc bornées à faire des observations sur des points limités des déterminations préliminaires, et ont été privées de la possibilité de défendre leurs intérêts. En soi, ces déterminations préliminaires étaient incompatibles avec les articles 3.1 et 12.2.1 de l'Accord antidumping. Nous craignons que les déterminations finales dans les enquêtes susmentionnées ne soient établies de manière incompatible avec l'article 6.4, 6.5 et 6.9 de l'Accord antidumping si les autorités ne prennent pas des mesures adéquates pour remédier à ces situations. Si les autorités chinoises considèrent que ces situations étaient compatibles avec l'Accord antidumping, veuillez expliquer pour quelles raisons.

Question n° 4

Les autorités chinoises ont agi de manière incompatible avec l'article 2.6 de l'Accord antidumping en établissant des déterminations relatives aux "produits similaires" sans avoir examiné comme il convient les caractères physiques et les utilisations du produit considéré dans les enquêtes antidumping portant sur le papier couché, l'anhydride phtalique, le caoutchouc de styrène-butadiène et le diisocyanate de diphenyl méthane. Si les autorités chinoises considèrent que ces déterminations sont compatibles avec l'Accord antidumping, veuillez en expliquer les raisons.
